

MAITRE D'OUVRAGE



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**REMISE EN SERVICE DE LA STATION D'AVITAILLEMENT DU
PORT DE BANDOL**

**Marché à procédure adaptée
(Article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016)**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(R.C.)**

**DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
MERCREDI 23 MAI 2018 A 12H00**

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE L'ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 2 - NOM ET ADRESSE OFFICIELS DU POUVOIR ADJUDICATEUR</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 4 - LIEU D'EXECUTION</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 5 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 6 - DIVISION EN LOTS</u>	<u>3</u>
<u>ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 8 - CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 9 - CONDITIONS DE PARTICIPATION</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 10 - CRITERES D'ATTRIBUTION</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 11 – DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DE LA CANDIDATURE ET MOYENS DE PREUVE</u>	<u>6</u>
<u>ARTICLE 12 - PROCEDURE</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 13 - DELAI D'URGENCE, JUSTIFICATION</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 14 - CONDITIONS DE DELAI</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 15 - AUTRES RENSEIGNEMENTS</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 16 - MODALITES DE TRANSMISSION DES DOSSIERS</u>	<u>8</u>
<u>ARTICLE 17 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u>	<u>9</u>
<u>ARTICLE 18 – VISITE SUR SITE</u>	<u>10</u>
<u>ARTICLE 19 – PROCEDURES DE RECOURS</u>	<u>10</u>

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE L'ORGANISME QUI PASSE LE MARCHÉ

SEML Sogeba
Capitainerie du Port
83150 Bandol

ARTICLE 2 - NOM ET ADRESSE OFFICIELS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

2.1 Nom du pouvoir adjudicateur : SEML Sogeba.

2.2 Représentant du pouvoir adjudicateur : Monsieur Le Président Directeur Général de la Sogeba.

2.3 Adresse : Capitainerie du Port

2.4 Code postal : 83150

2.5 Ville : BANDOL

2.6 Pays : France

2.7 Téléphone : 04 94 29 42 64

2.8 Correspondant auprès duquel les renseignements administratifs et techniques peuvent être obtenus : Service marchés de la Sogeba - marches@portbandol.fr

ARTICLE 3 - OBJET DU MARCHÉ

3.1 Objet du marché : Travaux de remise en service de la station d'avitaillement du port de Bandol.

3.2 Type de marché de travaux : Exécution.

ARTICLE 4 - LIEU D'EXÉCUTION

4.1 Lieu d'exécution : Capitainerie du Port de Bandol, 83150 Bandol.

4.2 Lieux de livraison : Sans objet.

ARTICLE 5 - CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

5.1 Nature des prestations : Cette consultation a pour objet les travaux de remise en service de la station d'avitaillement du port de Bandol. Il s'agit d'un marché de travaux à prix forfaitaire décomposé en trois lots.

Les travaux à réaliser sont décrits dans le CCTP.

5.2 Calendriers des marchés ultérieurs en cas de marchés reconductibles : Sans objet.

5.3 Variantes : Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 6 - DIVISION EN LOTS

La présente consultation est divisée en trois lots :

- Lot n°1 : Génie civil pistes
- Lot n°2 : Tuyauteries pétrolières
- Lot n°3 : Electricité pistes

Les candidats pourront répondre à un ou plusieurs lots.

ARTICLE 7 - DÉLAIS D'EXÉCUTION

7.1 Délais d'exécution : Les délais d'exécution figurent à l'article 3.3 de l'Acte d'Engagement de chaque lot.

7.2 Date prévisionnelle de commencement et de fin des travaux : Les travaux débuteront au plus tôt le lundi 28 mai 2018 et devront se terminer au plus tard le vendredi 29 juin 2018.

ARTICLE 8 - CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

8.1 Cautionnement et garanties exigés : Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

8.2 Modalités essentielles de financement et de paiement : Les prix sont fermes et définitifs. Il sera fait application des articles 110 et suivants du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) seront payés dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Le paiement se fera par chèque ou virement bancaire.

8.3 Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques : Les candidats peuvent présenter leur candidature et offre sous forme d'opérateur économique unique ou de groupement d'opérateurs économiques. Conformément aux dispositions de l'article 45 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, aucune forme juridique déterminée n'est exigée au groupement d'opérateurs économiques.

8.4 Possibilité de présenter, pour le marché, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité d'opérateur économique individuel ou de membres d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques : Conformément aux dispositions de l'article 45 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, l'acheteur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de d'opérateur économique individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

8.5 Langue devant être utilisée dans l'offre : Langue française.

ARTICLE 9 - CONDITIONS DE PARTICIPATION

En application de l'article 55 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, les candidats qui ne peuvent soumissionner en application des dispositions de l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 ou qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 55 du décret, produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces mentionnées ci-dessous ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure. Les candidatures qui ne satisferont pas aux niveaux de capacités indiqués seront éliminées. Les candidatures comportent notamment, conformément aux dispositions des articles 48 et 49 du décret :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (ou DC1)
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail (ou DC1)

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (ou DC2)

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des principaux travaux effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat

Pour présenter leur candidature, **les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Conformément aux dispositions de l'article 49 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, l'opérateur économique peut présenter sa candidature sous la forme du document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article 48.

ARTICLE 10 - CRITÈRES D'ATTRIBUTION

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- Valeur technique de l'offre : 35 %
- Prix : 50 %
- Délai d'exécution des travaux : 15%

1/ Le critère de la valeur technique pondéré à 35 %, est noté sur 35 points, à partir du mémoire établi par le candidat, de la façon suivante :

- L'organisation du chantier, notée sur 10 points ;
 - Planning de chantier (5 points)

- Méthodologie d'intervention (5 points)
- Les moyens humains et matériels mis en œuvre pour le chantier, noté sur 10 points
 - Qualifications et expérience du personnel (5 points) : le candidat doit notamment démontrer qu'il connaît les produits et matériaux faisant l'objet de l'installation.
 - Moyens matériels (5 points),
- La description générale des fournitures et des matériaux (caractéristiques, qualité, dimension etc), noté sur 10 points ;
- Les garanties apportées aux équipements mis en place, noté sur 5 points
 - Le délai de garantie (3 points)
 - L'étendue et les conditions de garantie (2 points)

2/ Le critère du prix pondéré à 50 % est noté sur 50 points de la façon suivante :

$$\frac{\text{Offre moins-disante} \times 50}{\text{Offre}}$$

3/ Le critère du délai d'exécution pondéré à 15 % c'est-à-dire noté sur 15 points de la façon suivante :

$$\frac{\text{Délai moins-disant} \times 15}{\text{Offre}}$$

Ce critère sera jugé à partir des éléments inscrits par le candidat à l'article 3.3 de l'acte d'engagement du lot considéré. En cas d'absence de délai indiqué par le candidat, le délai retenu sera le délai maximum indiqué à l'article 3.3 de l'acte d'engagement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager des négociations avec les candidats, dans le strict respect du principe d'égalité.

ARTICLE 11 – DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DE LA CANDIDATURE ET MOYENS DE PREUVE

Le marché ne pourra être attribué que si le candidat produit les documents justificatifs mentionnés ci-dessous. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Conformément aux dispositions de l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, l'acheteur accepte comme preuve suffisante :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné au 2° de l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015. Un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents.
Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.
- la production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné au 3° de l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 , ou, à défaut, un document

équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles [R. 1263-12](#), [D. 8222-5](#) ou [D. 8222-7](#) ou [D. 8254-2](#) à [D. 8254-5](#) du code du travail.

ARTICLE 12 - PROCÉDURE

12.1 Type de procédure : Marché à procédure adaptée passé conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

12.2 Les opérateurs économiques ont-ils déjà été sélectionnés ? : Sans objet.

12.3 Possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires : Non.

12.4 Dialogue compétitif : Sans objet.

ARTICLE 13 - DÉLAI D'URGENCE, JUSTIFICATION

Sans objet.

ARTICLE 14 - CONDITIONS DE DÉLAI

14.1 Date limite de réception des candidatures : Sans objet.

14.2 Date limite de réception des offres : cf. page de garde

14.3 Procédure restreinte ou négociée : Sans objet.

14.4 Délai minimum de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 15 - AUTRES RENSEIGNEMENTS

15.1 Numéro de référence attribué au marché : MCH04.

15.2 Conditions d'obtention des documents contractuels et des documents additionnels : Le Dossier de Consultation des Opérateurs Economiques est remis gratuitement, jusqu'à la date limite de réception des offres, à tout candidat qui fait une demande écrite au service marchés publics courriel : marches@portbandol.fr. Les documents additionnels sont transmis gratuitement par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur à tout candidat qui a retiré de Dossier de Consultation des Opérateurs Economiques.

15.3 Contenu du dossier de la consultation : Le Dossier de Consultation des Opérateurs Economiques comporte les pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement afférent au lot ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à tous les lots;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à tous les lots et son annexe ;
- La Décomposition du Prix global et Forfaitaire afférente au lot ;
- Le présent Règlement de la Consultation.

ARTICLE 16 - MODALITÉS DE TRANSMISSION DES DOSSIERS

Le dossier de réponse est transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception et de garantir sa confidentialité.

Les candidats doivent transmettre leur dossier selon les modalités suivantes :

16.1 Transmission du dossier sur support papier : Le dossier sera placé dans une enveloppe cachetée qui portera la mention suivante :

Offre pour : Remise en service de la station d'avitaillement du port de Bandol
Lot n°
NE PAS OUVRIR AVANT LA SÉANCE D'OUVERTURE DES PLIS

Cette enveloppe contiendra une **seule enveloppe cachetée intérieure** dans laquelle figureront :

1) **toutes les pièces énumérées à l'article 9.**

2) le projet de marché comprenant **toutes** les pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement afférent au lot, cadre ci-joint rempli ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe ;
- La Décomposition du Prix global et Forfaitaire afférente au lot.
- Le **mémoire**, établi par le candidat justifiant les dispositions envisagées pour la réalisation des prestations. Ce mémoire, au vu duquel sera appréciée la valeur technique de l'offre, contiendra au minimum les renseignements indiqués à l'article 10.
- Le **présent Règlement de la Consultation.**

Cette enveloppe intérieure sera cachetée et portera la mention suivante :

Offre pour : Remise en service de la station d'avitaillement du port de Bandol
Lot n°
ENVELOPPE INTÉRIEURE RELATIVE À LA CANDIDATURE ET À L'OFFRE
OPÉRATEUR ECONOMIQUE : « *Raison sociale de l'opérateur économique ou de chacun des membres du groupement d'opérateurs économiques. Le mandataire étant souligné* ».

Le dossier devra faire l'objet de pli recommandé avec avis de réception postal et parvenir à l'adresse indiquée à l'article 2 avant les date et heure indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

Le dossier pourra être remis contre récépissé à l'adresse indiquée à l'article 2 avant les date et heure indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

Nota : Les dossiers sur support papier qui seraient remis en main propre ou dont l'avis de réception postal serait délivré après les date et heure limites, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas admis. Ils seront renvoyés à leur auteur sans être ouverts.

16.2 Transmission par voie électronique : Les candidats peuvent transmettre leurs documents par voie électronique par courriel à l'adresse suivante : marches@portbandol.fr

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) est également autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur. Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

ARTICLE 17 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires administratifs ou techniques qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard huit jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, une demande écrite au correspondant désigné à l'article 2.9. Une réponse groupée à la totalité des questions posées sera envoyée par mail, au plus tard six jours avant la date limite de réception des offres, aux candidats ayant retiré le Dossier de Consultation des Opérateurs Economiques.

ARTICLE 18 – VISITE SUR SITE

Il est **fortement conseillé** aux candidats de se rendre sur site pour une visite des lieux (Capitainerie du port - 83150 Bandol) accompagné d'un représentant du Maître d'Ouvrage, préalablement à la remise des offres.

Le soumissionnaire reconnaît avoir parfaitement apprécié sur place les servitudes propres à la situation, aux accès, voiries et aires de chantier.

Les candidats devront s'adresser à l'adresse ci-dessous pour prendre rendez-vous :

Monsieur Philippe ROCHETEAU
Président de la Sogeba
Email : marches@portbandol.fr
+33 4 94 29 42 64

Les candidats présents lors des visites ont la possibilité de faire inscrire leurs questions dans le procès-verbal de visite des lieux et une réponse commune sera apportée à toutes les questions et ce à l'ensemble des candidats dans les conditions indiquées à l'article 17 du présent document.

ARTICLE 19 – PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON
5 rue Racine – CS 40510 – 83041 TOULON CEDEX 9
Téléphone : 04.94.42.79.30
Télécopie : 04.94.42.79.89
Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.